3521 (XXX). Egalité entre les hommes et les femmes et élimination de la discrimination à l'égard des femmes

L'Assemblée générale,

Se félicitant des résultats de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme⁶⁴, tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975,

Rappelant les dispositions de la Charte des Nations Unies qui soulignent, notamment, l'importance du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, et du respect de l'égalité entre les hommes et les femmes,

Fermement convaincue que la discrimination à l'égard des femmes est contraire à la dignité humaine et fait obstacle au progrès social et à la réalisation des objectifs du développement,

Consciente que la persistance des conflits armés, de la course aux armements, du colonialisme, de l'occupation étrangère, du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid* compromet la réalisation effective de l'égalité des droits pour les femmes et empêche d'améliorer la condition des femmes et de leur assurer une plus large participation dans toutes les sphères d'activité,

Prenant note des conventions et recommandations relatives aux droits de la femme adoptées sous l'égide et dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, ainsi que des progrès accomplis dans leur application,

Notant que tous les Etats ne sont pas encore parties aux conventions et autres instruments pertinents élaborés par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres organismes des Nations Unies,

Préoccupée par la discrimination qui continue de sévir dans de nombreux pays à l'égard des femmes dans beaucoup de domaines et, en particulier, dans ceux des relations professionnelles et de l'éducation et de la formation générale et professionnelle,

Consciente que les femmes, jouissant pleinement des droits énoncés dans les instruments internationaux pertinents, devraient jouer un rôle égal à celui des hommes dans toutes les sphères d'activité, y compris le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, et devraient participer pleinement à la vie politique,

Convaincue que l'apaisement des tensions internationales contribue à l'élaboration et à l'application de normes dans tous les domaines intéressant les femmes,

1. *Demande* à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de ratifier les conventions internationales et autres instruments relatifs à la protection des droits de la femme et à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et d'appliquer efficacement les dispositions de ces conventions et autres instruments, y compris les déclarations de l'Organisation des Nations Unies et les recommandations de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;

⁶⁴ Voir Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.1).

2. *Prie* la Commission de la condition de la femme d'achever en 1976 l'élaboration du projet de convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;

3. *Demande* à tous les Etats d'encourager vigoureusement une plus large participation des femmes au renforcement de la paix internationale et à l'apaisement des tensions internationales, sur la base du respect intégral de la Charte des Nations Unies ainsi que des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, au règlement des problèmes du désarmement, à l'élimination du colonialisme, de l'occupation étrangère, du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid* et à tous les autres aspects de la vie politique, contribuant ainsi à créer les conditions les plus favorables à l'élimination totale de la discrimination à l'égard des femmes.

2441^e séance plénière
15 décembre 1975

3522 (XXX). Amélioration de la condition économique des femmes afin qu'elles participent efficacement et rapidement au développement de leur pays

L'Assemblée générale,

Reconnaissant que beaucoup de femmes dans des pays à faible revenu se livrent à diverses activités économiques, sur une base d'auto-assistance, dont il n'est généralement pas tenu compte lors de l'examen du produit national brut,

Convaincue que ces activités économiques des femmes contribuent de façon substantielle au développement économique national en général,

Convaincue en outre que les facilités de crédit sont une condition préalable et nécessaire à l'amélioration des activités économiques des femmes qui réalisent des projets d'auto-assistance,

Reconnaissant les avantages durables qui peuvent découler de l'accès à des ressources financières, même modérées, lorsqu'elles deviennent disponibles,

Préoccupée par le fait que de nombreuses institutions financières et de prêt continuent à agir de manière discriminatoire envers les femmes, considérant qu'il y a trop de risques à leur faire crédit, et que dans de nombreuses parties du monde les us et coutumes nationaux et locaux interdisent aux femmes de se livrer à des transactions financières responsables,

Réaffirmant la résolution 10, intitulée "Accès des femmes à l'assistance financière"⁶⁵, adoptée par la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975,

1. *Prie instamment* les gouvernements et les organisations gouvernementales et non gouvernementales d'appuyer plus vigoureusement les efforts officiels et privés tendant à étendre aux femmes les facilités actuellement offertes uniquement aux hommes par les institutions financières et de prêt;

2. *Prie* les gouvernements d'encourager tous les efforts des organisations féminines, des coopératives et des institutions de prêt qui permettront aux femmes, au niveau le plus bas dans les zones rurales et urbaines, d'obtenir des prêts pour améliorer leurs activités économiques et favoriser leur intégration au développement national;

⁶⁵ *Ibid.*, chap. III.